

L'an deux mil neuf, le deux mars, à vingt heures trente, le Conseil Municipal s'est réuni en session ordinaire à la Mairie sous la présidence de Madame Sophie METADIER, Maire.

Etaient présents :

Mmes et MM. Sophie MÉTADIER, Michelle COURNARIE, Philippe MÉREAU, Yves BANDEVILLE, Georgette BARRAULT, Raymonde VÉQUAUD, Michelle GRATADE, Pascal BEAUSSIER, Michèle VILLATTE, Marie-Claire BOUIN, Joël ANTIER, Olivier PIQUEUX, Jean-Claude DUPAS, Jérôme TARNIER.

Absents excusés :

Mme et MM. Monique GUÉRY (pouvoir à P. MÉREAU), Fabrice DAVOIGNEAU (pouvoir à O. PIQUEUX), Frédéric DUPUIS (pouvoir à M. COURNARIE).

Absents :

Mmes Dominique MACÉ et Estelle PATOZ.

M. Joël ANTIER est élu secrétaire.

Le compte-rendu du dernier conseil municipal est approuvé à l'unanimité.

Vote du compte administratif 2008

M. Yves Bandeville, doyen de la séance, présente au Conseil Municipal le compte administratif 2008 s'élevant à :

- Section de fonctionnement
 - 927 513,50 € en dépenses
 - 1 143 759,82 € en recettes
- Section d'investissement.
 - 1 049 357,57 € en recettes
 - 1 178 298,31 € dépenses

Mme le Maire quitte la salle.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité accepte le compte administratif 2008.

Vote du compte de gestion 2008

Mme le Maire présente au Conseil Municipal le compte de gestion de Monsieur le Percepteur pour l'année 2008 qui est le reflet exact du compte administratif.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité accepte le compte de gestion 2008.

Affectation des résultats 2008

Après avoir examiné le compte administratif 2008. Il est constaté que celui-ci fait apparaître un excédent de fonctionnement de 216 246,32 €. Madame le Maire propose au Conseil Municipal l'affectation du résultat de la façon suivante :

37020 Code INSEE	Cne de BEAULIEU LES LOCHES Commune de BEAULIEU-LES-LOCHES	
----------------------------	---	--

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
AFFECTATION DU RESULTAT DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE 2008

Le Conseil Municipal réuni sous la présidence de Sophie METADIER, Maire.

Après avoir examiné le compte administratif, statuant sur l'affectation du résultat de fonctionnement de l'exercice,
 Constatant que le compte administratif fait apparaître :

- un excédent de fonctionnement de :	216 246.32 E
- un déficit de fonctionnement de :	0.00 E

Décide d'affecter le résultat de fonctionnement comme suit :

AFFECTATION DU RESULTAT DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE	
Résultat de fonctionnement	
<u>A Résultat de l'exercice</u>	
précédé du signe + (excédent) ou - (déficit)	216 246.32 E
<u>B Résultats antérieurs reportés</u>	
ligne 002 du compte administratif, précédé du signe + (excédent) ou - (déficit)	0.00 E
C Résultat à affecter	
= A+B (hors restes à réaliser)	216 246.32 E
(Si C est négatif, report du déficit ligne 002 ci-dessous)	
<u>D Solde d'exécution d'investissement</u>	
D 001 (besoin de financement)	135 685.26 E
R 001 (excédent de financement)	0.00 E
<u>E Solde des restes à réaliser d'investissement (4)</u>	
Besoin de financement	0.00 E
Excédent de financement (1)	264 626.00 E
Besoin de financement F	=D+E 0.00 E
AFFECTATION = C	=G+H 216 246.32 E
1) Affectation en réserves R 1068 en investissement	216 246.32 E
G = au minimum, couverture du besoin de financement F	
2) H Report en fonctionnement R 002 (2)	0.00 E
DEFICIT REPORTE D 002 (5)	0.00 E

(1) Indiquer l'origine : emprunt : _____, subvention : _____ ou autofinancement : _____
 (2) Eventuellement, pour la part excédant la couverture du besoin de financement de la section d'investissement.
 (3) Joindre les documents prévus par l'instruction M14 (Vol. I, Tome II, Titre 3, Chapitre 5, § 4).
 (4) Le solde des restes à réaliser de la section de fonctionnement n'est pas pris en compte pour l'affectation des résultats de fonctionnement.
 Les restes à réaliser de la section de fonctionnement sont reportés au budget de reprise en compte après le vote du compte administratif.
 (5) En ce cas, il n'y a pas d'affectation

Certifié exécutoire par Sophie METADIER, Maire, compte tenu de la transmission en préfecture, le _____ et de la publication le _____.

A Beaulieu-lès-Loches, le _____.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité accepte l'affectation des résultats 2008 soit la somme de 216 246,32 € au compte 1068 de la section d'investissement du budget primitif 2009.

Demande de remboursement anticipé de la FCTVA 2008

M. Bandeville, adjoint aux finances, expose :

Vu les dispositions de l'article 1^{er} de la loi de finances rectificative pour 2009, codifiées à l'article L. 1615-6 du code général des collectivités territoriales, pour le versement anticipé des attributions du FCTVA au titre des dépenses réalisées en 2008.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L.1615-6,

Le dispositif du plan de relance de l'économie relatif au fonds de compensation pour la TVA (FCTVA), inscrit à l'article L.1615-6 du code général des collectivités territoriales (CGCT), permet le versement en 2009 des attributions du fonds au titre des dépenses réalisées en 2008, pour les bénéficiaires du fonds qui s'engagent, par convention avec le représentant de l'État, à accroître leurs dépenses d'investissement en 2009.

Cette dérogation au principe du décalage de deux ans entre la réalisation de la dépense et l'attribution du FCTVA devient pérenne pour les bénéficiaires du fonds dès que les services de préfectures constateront, au 1^{er} trimestre 2010, qu'ils ont respecté leur engagement au regard des montants effectivement réalisés en 2009.

Le montant de référence pour la possibilité de dérogation est la moyenne des montants des dépenses réelles d'équipement réalisées pour les exercices 2004, 2005, 2006 et 2007 soit 553 109 € ;

Vu le budget 2009 de la commune voté ce jour qui prévoit un montant de 654 740 € de dépenses réelles d'équipement, soit une augmentation de 18,4 % par rapport au montant de référence défini ci-dessus

Ayant entendu l'exposé de M. Bandeville.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- prend acte que le montant de référence est la moyenne des montants des dépenses réelles d'équipement réalisées pour les exercices 2004, 2005, 2006 et 2007 soit 553 109 € ;
- décide d'inscrire au budget de Beaulieu-lès-Loches 654 740 € de dépenses réelles d'équipement, soit une augmentation de 18,4 % par rapport au montant de référence déterminé par les services de l'État ;
- autorise Mme le maire à conclure avec le représentant de l'État la convention par laquelle la commune de Beaulieu-lès-Loches s'engage à augmenter ses dépenses réelles d'équipement en 2009 afin de bénéficier de la réduction du délai d'attribution du FCTVA au titre des dépenses réalisées en 2008.

Vote des budgets 2009

Mme le Maire propose au Conseil Municipal de se prononcer sur le Budget 2009 de la commune, ce document s'équilibrant en dépenses et en recettes de la manière suivante :

- Section de fonctionnement : 962 977,00 €
- Section d'investissement : 909 958,26 €

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité vote le budget 2009 tel que proposé.

Indemnités des adjoints et du conseiller délégué

Mme le maire rappelle au conseil municipal les articles L 2123-17, L 2123-20 à L 2123-24, L 2123-23, L 2123-24 et L 2218-18 § 1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Elle informe le Conseil Municipal qu'elle a signé le 23 février 2009 un arrêté déléguant à M. Jean-Claude Dupas la prise de toutes décisions pour coordonner toutes actions dans la direction des services technique municipaux.

Elle propose d'attribuer une indemnité de conseiller délégué à M. Dupas.

Or, pour les communes de 1000 à 3499 habitants, le cumul des indemnités des conseillers délégués et des adjoints ne doit pas dépasser 82.5 % de l'indice brut de référence 1015, tandis que celle de conseiller délégué ne peut excéder 6 % du même indice.

Mme le Maire propose donc d'attribuer :

- à chacun des adjoints une indemnité de 15.3 % de l'indice (soit 574,13 € par mois à ce jour)
- au conseiller délégué une indemnité de 6 % de l'indice (soit 225,15 € par mois à ce jour)

soit un total de 82.5 % de l'indice brut de référence 1015.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, décide d'attribuer :

- à chacun des adjoints une indemnité de 15.3 % de l'indice (soit 574,13 € par mois à ce jour)
- au conseiller délégué une indemnité de 6 % de l'indice (soit 225.15 € par mois à ce jour)

soit un total de 82.5 % de l'indice brut de référence 1015.

Vote des subventions 2009

Mme Gratade et M. Méreau, présidents d'associations concernés par la délibération, quittent la salle et ne prennent pas part au vote, donc quinze votants.

Mme Cournarie, adjointe, propose la répartition suivante des subventions communales pour l'année 2009.

Dépenses	Pour mémoire 2008	Vote du Conseil Municipal
Subventions de fonct. Aux pers.de droit privé		
Amicale du personnel	1 170,00 €	1 300,00 €
Amis de Saint-Laurent	10 000,00 €	10 000,00 €
Amis de Saint-Laurent (Festival Jeune Public)	3 000,00 €	3 000,00 €
Anciens combattants	50,00 €	50,00 €
Association des Beaulieu de France	500,00 €	500,00 €
Association environnementale en Sud Touraine	40,00 €	40,00 €
Coopérative Scolaire Maternelle	1 170,00 €	1 229,00 €
Coopérative Scolaire Primaire	1 630,00 €	1 892,00 €
Familles Rurales (cantine)	1 250,00 €	1 650,00 €
Familles Rurales (fonctionnement)	1 500,00 €	1 500,00 €
Familles Rurales (garderie)	3 000,00 €	3 300,00 €
Familles Rurales manifestation	1 000,00 €	1 000,00 €
Familles Rurales Ferrière CLSH	6 000,00 €	7 000,00 €
Jeunes agriculteurs	250,00 €	250,00 €
SAD	150,00 €	150,00 €
Sonates d'Automne	5 500,00 €	5 500,00 €
ASSAD du Lochois	100,00 €	100,00 €
Souvenir Français	40,00 €	40,00 €
Banque alimentaire	200,00 €	200,00 €
Resto du cœur	200,00 €	200,00 €
UNRPA	320,00 €	320,00 €
Page à Page - Bibliothèque		2 000,00 €
Maladie Alzheimer		100,00 €
Football club de Ferrière		500,00 €
Visites théâtralisées (carrés jardins)		600,00 €
Fondation du patrimoine		3 000,00 €
Imprévus	2 830,00 €	2 579,00 €
TOTAL	40 000,00 €	48 000,00 €

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité vote les subventions 2009, telles que définies ci-dessus.

Amortissement du cadastre numérisé

Mme le Maire explique au Conseil Municipal qu'il est obligatoire d'amortir le cadastre numérisé payé en août 2005. Le coût total à charge de la Commune après subventions est de 1 605,50 €. Elle propose cet amortissement sur trois ans soit 535,17 € par an.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, accepte à l'unanimité d'amortir le cadastre numérisé sur trois ans, soit 535,17 € par an.

Convention de mise à disposition d'un local à l'association Page à Page

Mme Gratade, présidente de l'association Page à Page concernée par la délibération, quitte la salle et ne prend pas part au vote, donc seize votants.

Mme le Maire explique au Conseil Municipal que l'association Page à Page a demandé la mise à disposition d'un local communal pour mettre en place son projet associatif. Elle rappelle que le but de cette association est "la création, la gestion et le fonctionnement d'une bibliothèque à Beaulieu-lès-Loches". La Présidente est Mme Michèle GRATADE.

Mme le Maire propose la mise à disposition de trois pièces de l'appartement au-dessus de la mairie : la cuisine, les toilettes et deux chambres. La porte de séparation avec la cuisine (archives de la Mairie) sera condamnée par un verrou. Le local mis à disposition n'accueillera aucun public.

Après avoir pris connaissance du projet de convention annexée et en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- décide de mettre à disposition de l'association Page à Page, trois pièces de l'appartement au-dessus de la mairie, pour une durée d'un an renouvelable. Le local n'accueillera aucun public.
- d'autoriser Mme le Maire de signer tous documents se rapportant à cette mise à disposition (convention entre Page à Page et la Commune, déclaration d'assurance, renouvellement, ...)

Demande d'audit de l'éclairage public au SIEIL

Mme le Maire informe le Conseil Municipal que le Syndicat Intercommunal d'Énergie d'Indre-et-Loire propose un audit concernant l'éclairage public et les économies d'énergie. Cet audit ne sera pas facturé à la commune mais en contrepartie, la Commune doit renoncer, l'année de l'audit à une subvention concernant l'éclairage public au prorata du montant de l'audit.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- Décide de solliciter le Syndicat Intercommunal d'Énergie d'Indre-et-Loire pour la mise en place d'un audit énergétique de l'éclairage public de la commune en 2009.
- Accepte, après cet audit, lors des travaux d'éclairage public subventionnés par le SIEIL de remettre au SIEIL les certificats d'économie d'énergie y afférant.
- Précise que le Conseil Municipal prend acte qu'en contrepartie, il renonce au prorata du coût de l'audit à la subvention à laquelle la commune pourrait prétendre pour la même année.

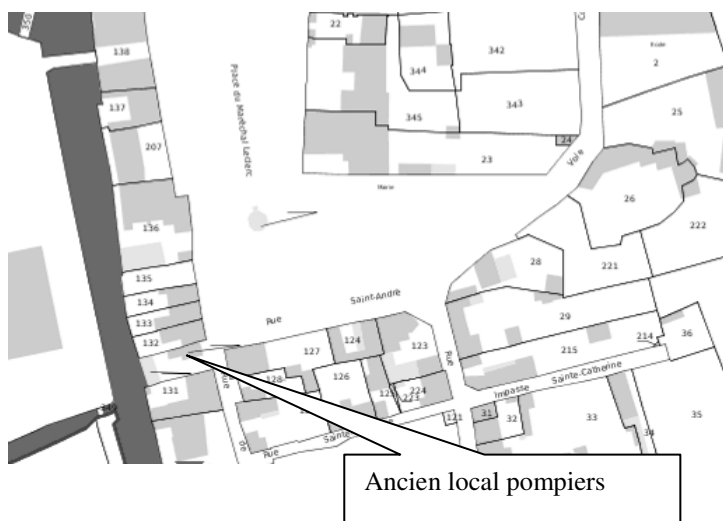
Demande d'acquisition d'un bien communal par un locataire

Mme le Maire donne lecture d'un courrier d'une concitoyenne, locataire d'une partie de l'ancien local des pompiers, nous en demandant l'acquisition.

Mme le Maire explique au Conseil Municipal que le local fait partie du domaine public de la commune. D'autre part, la pompe d'arrosage de la place de la Mairie est implantée dans la partie du bâtiment loué par un concitoyen, qui bénéficie d'un contrat de location annuel et renouvelable.

Elle interroge le Conseil Municipal sur son souhait ou non de céder ce bâtiment communal.

Mme Cournarie demande que le réseau d'arrosage de la Place de la Mairie soit remis en état de fonctionnement.



Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par quinze voix pour et deux voix contre,

- décide de ne pas donner une suite favorable à la demande de la concitoyenne de lui céder l'ancien local pompier,
- demande la remise en état du réseau d'arrosage.

Demande d'acquisition du hangar place de la Résistance

Mme le Maire donne lecture au Conseil Municipal du courrier d'un concitoyen désirant acquérir le hangar place de la Résistance (cadastré section AC n° 154p), ledit hangar étant mitoyen de leur propriété.



Elle interroge le conseil municipal sur son souhait ou non de céder ce bâtiment communal.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide de ne pas donner une suite favorable à la demande des demandeurs.

Acquisition par la commune des parcelles AC 252 et 254

Mme le Maire donne lecture au Conseil Municipal du courrier du propriétaire du terrain situé à l'extrémité de l'impasse prolongeant la rue des Morins jusqu'à l'Indre (Terrain cadastré section AC n° 252 et 254 pour une superficie de 425m²). Le propriétaire accepte de le céder à la Commune pour le prix de 4 000 €. Ce terrain est classé en zone A3 du Plan de Prévention des Risques d'inondations de l'Indre, et est par conséquent inconstructible.

Ce terrain présente un intérêt certain pour la commune de par sa situation entre les deux impasses, à coté du petit lavoir et à proximité du moulin appartenant à la commune. Son acquisition permettrait en particulier de créer un accès automobile au moulin.



Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- considérant l'emplacement du terrain situé impasse Sainte-Anne, cadastré section AC n° 252 et 254, et en particulier la possibilité d'y créer un accès automobile pour le moulin appartenant à la commune
- vu l'accord du propriétaire du bien, de vendre au prix de 4 000 €,
- autorise Mme le Maire à acheter les parcelles cadastrées section AC n° 252 et 254
- dit que la transaction sera établie par maître ANGLADA, notaire à Loches, et les frais seront pris en charge par la commune de Beaulieu-lès-Loches.
- charge Mme le Maire, ou M. Bandeville, Adjoint délégué aux finances et au personnel, à signer les actes à intervenir et toute pièce nécessaire à la poursuite de cette affaire.
- autorise Mme Le Maire ou M. Méreau, adjoint délégué à la voirie, aux bâtiments et au cimetière, à consulter les entreprises pour la réalisation des travaux de remise en état, de viabilisation et d'aménagement du terrain
- autorise Mme le Maire à déposer les demandes de subventions auprès des différents partenaires (ETAT, Conseil Général, Contrat de Pays, ...)

Demande d'aide financière pour les communes sinistrées de Gironde

Mme le Maire fait part au Conseil Municipal d'un e-mail envoyé par l'association des Maires d'Indre-et-Loire « Afin que puisse s'exercer la solidarité à l'égard des 542 communes du département de la Gironde très durement frappées par la tempête Klaus du 24 janvier 2009, l'Association des Maires de la Gironde nous communique les coordonnées d'un compte sur lequel peuvent être versés des dons ».

Madame le Maire demande au Conseil Municipal s'il souhaite s'associer à la démarche solidaire de l'association des Maires.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à dix voix pour et sept voix contre.

- exprime son soutien et sa solidarité aux Municipalités des communes sinistrées,
- décide de verser la somme de 150 € sur le compte de l'association des maires de la Gironde.

Demande de création de jardins partagés

Mme le Maire fait part au Conseil Municipal d'un e-mail d'une concitoyenne expliquant :

« Nous sommes plusieurs bellilociens à souhaiter constituer une association en vue de créer des jardins partagés à Beaulieu-lès-Loches. Pour concrétiser ce projet nous vous sollicitons pour bénéficier de la mise à disposition du jardin des Viantaises ».

On entend par jardins partagés, les jardins créés ou animés collectivement, ayant pour objet de développer des liens sociaux de proximité par le biais d'activités sociales, culturelles ou éducatives et étant accessibles au public. Les jardins collectifs contribuent à la sauvegarde de la biodiversité des plantes cultivées, fruits, légumes, fleurs, en favorisant leur connaissance, leur culture, leur échange non lucratif entre jardiniers.

Mme le Maire propose que soit étudiée la mise à disposition soit d'un espace délimité du jardin des Viantaises, en attendant qu'un éventuel projet soit soutenu par la communauté de communes Loches Développement, soit d'un autre site sur la commune.

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité moins une abstention accepte d'étudier la mise à disposition soit d'un espace délimité du jardin des Viantaises, en attendant qu'un éventuel projet soit soutenu par la communauté de communes Loches Développement, soit d'un autre site sur la commune.

Réforme des vacations funéraires

Vu la loi 2008-1350 du 9 décembre 2008,

Vu l'article L2213-15 du code général des collectivités territoriales,

Mme le Maire rappelle que par délibération en date du 8 décembre 2003, le Conseil Municipal avait fixé le montant des vacations funéraires versées à l'agent de la Police Municipale à 12 €.

La loi n° 2008-1350 du 19 décembre 2008 portant réforme de la législation funéraire a modifié le régime des vacations funéraires en restreignant les cas qui feront l'objet d'une surveillance :

- Transports de corps hors de la commune de décès,
- Opérations d'exhumation, de translation et ré-inhumation des restes mortels (notamment à l'occasion de la reprise de concessions funéraires),
- Opérations de crémation de corps d'une personne décédée.

Parallèlement, le montant unitaire de la vacation est encadré et doit être compris entre 20 et 25 €. Il appartient par conséquent au Conseil Municipal de rectifier le montant des vacations funéraires.

Le Conseil municipal après délibération, à l'unanimité, décide de fixer la vacation funéraire à 20 €.

Prix des concessions du cimetière

Mme le Maire rappelle que par délibération en date du 25 novembre 2002, le conseil municipal avait fixé les tarifs suivants pour les concessions du cimetière :

Les tarifs actuellement en vigueur sont les suivants :

▪ concession trentenaire	110 €
▪ concession cinquantenaire	235 €
▪ Columbarium (illimité)	515 €
▪ Droit de superposition	47 €

Mme le Maire propose d'augmenter ces tarifs de 12,6% (2 % d'augmentation par an) et arrondi à l'euro supérieur.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité vote les tarifs suivants :

▪ concession trentenaire	133 €
▪ concession cinquantenaire	263 €
▪ Columbarium (illimité)	580 €
▪ Droit de superposition	53 €

École primaire et maternelle

Mme le Maire demande au Conseil Municipal l'ajout de cette délibération à l'ordre du jour. Le Conseil Municipal accepte à l'unanimité.

Mme le Maire donne lecture du courrier du 24 février 2009 de l'inspection académique qui demande que le Conseil Municipal se prononce sur la nouvelle carte scolaire et sur le devenir du regroupement pédagogique intercommunal Ferrière-sur-Beaulieu / Beaulieu-lès-Loches (RPI) avant le 27 mars.

Mme le Maire rappelle au Conseil Municipal que l'école de Ferrière-sur-Beaulieu et l'école primaire de Beaulieu-lès-Loches fonctionnent en RPI depuis septembre 1994. L'école maternelle de Beaulieu-Lès-Loches ne fait pas partie du RPI.

Le Conseil d'école du 7 novembre 2008 avait souhaité un regroupement administratif des deux écoles (RPI et école maternelle de Beaulieu).

Suite au Conseil Départemental de l'Éducation Nationale du 19 février 2009, l'inspection académique propose l'intégration de l'école maternelle de Beaulieu dans le RPI.

D'autre part, l'inspection académique a décidé de l'ouverture d'un poste d'enseignant sur l'ensemble du RPI, la classe primaire supplémentaire étant prévue à Beaulieu-lès-Loches.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal à l'unanimité

- Accepte l'intégration dans le RPI Ferrière-sur-Beaulieu /Beaulieu-lès-Loches de l'école maternelle de Beaulieu,
- Se réjouit de l'ouverture d'un poste d'enseignant au sein du RPI, la classe primaire supplémentaire étant prévue à Beaulieu-lès-Loches,
- Souhaite que la mise en œuvre de ces nouvelles dispositions soit étudiée en concertation avec les parents d'élèves,
- autorise Mme le Maire ou son adjointe Mme Véquaud à signer tout document nécessaire à la réalisation de ces projets.

La séance est close à 22h20.